

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Environnement, de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement;

Après en avoir délibéré,

Arrête

Article 1er. L'article 2a de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 portant statut pécuniaire du personnel de la Société flamande d'épuration des eaux, est remplacé par le texte suivant :

a) Personnel administratif soumis aux dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public :

Directeur de la Société d'épuration des eaux	15/1
Directeur adjoint	14/3
Ingénieur agronome en chef-directeur	13/4
Inspecteur en chef-directeur	13/3
Ingénieur agronome principal	11/6
Inspecteur principal	11/3
Conseiller juridique adjoint	11/3
Ingénieur agronome	10/3
Secrétaire principal	25/3
Adjoint au service juridique (grade supprimé)	25/2
Paysagiste principal	24/6
Laborantin en chef	24/1
Chef comptable	24/1
Inspecteur adjoint principal	24/1
Paysagiste de 1re classe	23/6
Laborantin principal	23/1
Inspecteur adjoint de 1re classe	22/1
Paysagiste	22/6
Sous-chef de service (grade supprimé)	22/3
Laborantin	22/2
Inspecteur adjoint	22/2

Adjoint d'économat (grade supprimé)	43/5
Chef de l'économat (grade supprimé)	
221 116 — 296 800	
(3° × 3 180	
4° × 3 810	
10° × 5 088	
N.3, R.35/S, G.A. Kl. 10 j.)	

Art. 2. L'article 3 de l'arrêté royal du 16 décembre 1981 portant statut pécuniaire du personnel de la Société flamande d'épuration des eaux, est remplacé par le texte suivant :

« Lorsque, conformément à l'arrêté royal relatif au statut administratif du personnel de la Société flamande d'épuration des eaux, la possession d'une expérience utile est posée comme condition pour les premières nominations, l'activité professionnelle exercée antérieurement dans le secteur privé par le fonctionnaire concerné qui est censé avoir acquis l'expérience utile à l'exercice de sa fonction, peut être prise en considération pour la fixation du traitement, moyennant l'accord du Ministre communautaire qui a la politique de l'eau dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique.

Les services antérieurs à prendre en considération ne peuvent toutefois excéder un maximum de six ans. Ce régime n'est applicable qu'aux agents engagés par une première nomination dans un emploi prévu au premier cadre initial, fixé par l'arrêté royal du 16 décembre 1981 fixant le cadre du personnel de la Société flamande d'épuration des eaux. »

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1er juillet 1985, sauf l'article 2 qui produira ses effets à partir du 13 février 1982.

Art. 4. Le Ministre communautaire qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 6 novembre 1985.

Le président,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement,  
de la Politique de l'Eau et de l'Enseignement  
J. LENSENS

#### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 85 — 2818

18 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les subventions pour 1985 dans les centres d'accueil, maisons maternelles, pouponnières, ainsi que dans les centres de vacances agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu le décret du 18 décembre 1984 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1985, notamment l'article 41.01, section 52;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française chargé du budget;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales de la Communauté française,

Arrêtons :

Article 1er. Dans la limite des crédits inscrits au budget, la Communauté française intervient à concurrence des taux déterminés ci-après, par jour et par enfant, dans les frais de fonctionnement des centres d'accueil pour enfants, agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

960 F, pour les enfants de deux à six ans et pour ceux qui franchissent la limite d'âge au cours d'une première période de séjour d'une durée maximum de six mois;

800 F, pour les enfants de plus de six ans.

Art. 2. Les centres d'accueil pour enfants visés à l'article 1er, sont tenus de réclamer aux parents ou aux personnes qui en ont légalement la charge, une somme qui doit être calculée selon les dispositions fixées à l'arrêté de l'Exécutif du 20 décembre 1984 portant fixation du barème qui servira de base au calcul de la participation financière des parents dans les frais de séjour des enfants hébergés dans les crèches de jour et les préguardiennats agréés et subsidiés par l'O.N.E. ainsi que dans les services reconnus de gardiennes à domicile.

Si les parents ou les personnes qui ont légalement la charge de l'enfant se trouvent dans l'impossibilité de payer tout ou partie de cette somme, le Fonds social de l'O.N.E. peut intervenir dans ladite redevance jusqu'à concurrence de 100 F maximum par journée de présence d'enfant.

Art. 3. L'intervention de la Communauté française prévue à l'article 1 ci-dessus, n'est accordée qu'en faveur des enfants dont l'admission aura été dûment justifiée.

Art. 4. Lorsqu'un pouvoir ou un organisme public place un enfant dans un centre d'accueil agréé par l'O.N.E., il en supporte la charge fixée forfaitairement aux montants suivants, par jour et par enfant :

enfants de 2 à 6 ans : 1.060 F;

enfants de plus de 6 ans : 900 F.

**Art. 5.** Les séjours d'enfants dans les colonies de vacances contrôlées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, sont subventionnés à raison de 42 F par journée de présence d'enfant. Les séjours dans les camps de vacances sont subventionnés à raison de 17 F.

Pour les séjours d'enfants handicapés physiques ou mentaux dans les colonies de vacances ou dans les camps de vacances qui leur sont spécialement destinés, ces subventions sont portées respectivement à 84 F et à 34 F.

Elles peuvent être portées à 168 F et 68 F pour les séjours d'enfants atteints de handicaps particulièrement graves.

**Art. 6.** Les cures de jour dans les plaines de jeux, contrôlées par l'Office de la Naissance et de l'Enfance sont subventionnées à raison de 33 F par journée de présence d'enfant.

Pour les séjours d'enfants handicapés physiques ou mentaux, dans les cures de jour qui leur sont spécialement destinées, ces subventions sont portées à 132 F.

**Art. 7.** Les taux d'intervention de la Communauté française dans les frais d'entretien des personnes, mères et enfants, hébergées dans les maisons maternelles est fixé à 1 000 F par jour et par femme et à 800 F par jour et par enfant, à condition qu'aucune autre subvention journalière ne soit versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir ou un organisme public.

**Art. 8.** Le taux d'intervention de la Communauté française dans les frais d'hébergement d'enfants dans les pouponnières est fixé à 1 070 F par jour et par bénéficiaire, à condition qu'aucune autre subvention journalière ne soit versée à l'institution pour un même bénéficiaire par un pouvoir ou un organisme public.

**Art. 9.** Lorsqu'un pouvoir ou un organisme effectue un placement dans une pouponnière ou dans une maison maternelle, il intervient à concurrence des taux journaliers fixés aux articles 7 et 8.

**Art. 10.** Lorsqu'un pouvoir ou un organisme public est dans l'impossibilité d'acquitter le taux visé à l'article 9, l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut, dans la limite de ses crédits, supporter la différence entre l'intervention de cet organisme et ledit taux.

**Art. 11.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut octroyer aux pouvoirs organisateurs de centres d'accueil, maisons maternelles et pouponnières, une avance provisionnelle représentant au maximum 70 p.c. de la moyenne des subsides de fonctionnement dus pour les trois premiers trimestres.

Cette avance est récupérée lorsque l'institution cesse ses activités.

**Art. 12.** Les interventions prévues aux articles précédents ne sont allouées que dans les limites des crédits prévus à cette fin au budget de la Communauté française.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985.

**Art. 14.** Notre Ministre des Affaires sociales de la Communauté française, est chargé de l'Exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 septembre 1985.

Le Ministre Président de l'Exécutif de la Communauté française de Belgique,  
Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales de la Communauté française de Belgique,  
Ph. MONFILS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 2518

**18 SEPTEMBER 1985.** — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de toelagen, voor 1985, voor de opvangcentra, de moedertehuizen, de kinderdag- en nachtverblijven alsmede voor de vakantiecentra die door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkend zijn

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance »;

Gelet op het decreet van 18 januari 1984 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1984, inzonderheid op artikel 41.01, sectie 52;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap belast met de begroting;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap,

Besluiten :

**Artikel 1.** Binnen de perken van de begrotingskredieten, geeft de Franse Gemeenschap een tegemoetkoming tot de hierna bepaalde bedragen per dag en per kind, in de werkingskosten van de centra voor kinderopvang die door de « Office de la Naissance et de l'Enfance » erkend zijn :

— 960 frank voor de kinderen van twee tot zes jaar en voor degenen die boven de leeftijdsgrens zijn in de loop van een eerste verblijfperiode van maximum zes maanden;

— 800 frank voor de kinderen ouder dan zes jaar.

**Art. 2.** De in artikel 1 bedoelde centra voor kinderopvang dienen ouders of aan de personen die ze wettelijk ten laste hebben, een bedrag te vragen dat moet worden berekend volgens de bepalingen vastgesteld bij het besluit van de Executieve van 20 december 1984 houdende vaststelling van de schalen die als basis dienen voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfkosten van de kinderen opgenomen in de kinderdagverblijven en peuterschool, erkend en gesubsidieerd door het « Office de la Naissance et de l'Enfance » en in de erkende diensten voor onthaalmoeders.

Indien de ouders of de personen die het kind wettelijk ten laste hebben niet in de mogelijkheid zijn dit bedrag geheel of gedeeltelijk te betalen, mag het Sociaal Fonds van het « O.N.E. » in genoemde bijdrage tegemoetkomen tot een bedrag van maximum 100 frank per aanwezigheidsdag van het kind.

**Art. 3.** De in artikel 1 hierboven bepaalde tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap wordt slechts toegestaan aan kinderen wier opnemng behoorlijk verantwoord is.

**Art. 4.** Indien een overheidsbestuur of een openbare instelling een kind plaatst in een opvangcentrum erkend door de « O.N.E. » dan draagt zij er de last van, die forfaitair tot de volgende bedragen, per dag en per kind, vastgesteld is :

Kinderen van 2 tot 6 jaar : 1 060 frank;  
Kinderen ouder dan 6 jaar : 900 frank.

**Art. 5.** De verblijven van kinderen in de vakantiekolonies onder het toezicht van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » worden gesubsidieerd ten belope van 42 frank per aanwezigheidsdag van het kind. De verblijven in de vakantiecampen worden gesubsidieerd ten belope van 17 frank.

Voor de verblijven van lichamelijk, of geestelijk gehandicapte kinderen in de vakantiekolonies of in de vakantiecampen die speciaal voor hen bestemd zijn, worden die toelagen respectievelijk op 84 frank en op 34 frank gebracht.

Zij kunnen op 168 en 68 frank gebracht worden voor de verblijven van kinderen met een bijzonder zware handicap.

**Art. 6.** De dagkuren op de speelpleinen, onder toezicht van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » worden gesubsidieerd ten belope van 33 frank per aanwezigheidsdag van het kind.

Voor de verblijven van lichamelijk of geestelijk gehandicapte kinderen in de dagkuren die speciaal bestemd zijn, worden deze toelage op 132 frank gebracht.

**Art. 7.** Het bedrag van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de onderhoudskosten van de personen, moeders en kinderen die in de moedertehuizen opgenomen worden is vastgesteld op 1 000 frank per dag en per vrouw en op 800 frank per dag en per kind; op voorwaarde dat geen enkele andere dagelijkse toelage aan de instelling voor eenzelfde begunstigde gestort wordt door een overheidsbestuur of een openbare instelling.

**Art. 8.** Het bedrag van de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de kosten voor de opname van kinderen in de kinderdag- en nachtverblijven is vastgesteld op 1 070 frank per dag en per begunstigde, op voorwaarde dat een enkele andere dagelijkse toelage aan de instelling voor eenzelfde begunstigde gestort wordt door een overheidsbestuur of een openbare instelling.

**Art. 9.** Indien een overheidsbestuur of een openbare instelling een kind plaatst in een kinderdag- en nachtverblijf of in een moedertehuis dan komt het tegemoet in de dagelijkse bedragen vastgesteld in de artikelen 7 en 8.

**Art. 10.** Indien een overheidsbestuur of een openbare instelling in de onmogelijkheid is het, in artikel 9 vermeld bedrag te vereffenen, mag de « Office de la Naissance et de l'Enfance », binnen de perken van zijn kredieten, het verschil tussen de tegemoetkoming van die instelling en het vermelde bedrag dragen.

**Art. 11.** De « Office de la Naissance et de l'Enfance » mag aan de inrichtende besturen van de opvangcentra, de moedertehuizen en de kinderdag- en nachtverblijven, een provisioneel voorschot toestaan dat maximum van 70 pct. uitmaakt van de gemiddelde voor de eerste drie kwartalen verschuldigde werkingssubsidies.

Dit voorschot wordt gerecupereerd als de instelling haar activiteiten stopzet.

**Art. 12.** De in de vorige artikelen bepaalde tegemoetkomingen worden slechts toegekend binnen de perken van de hiertoe op de begroting van de Franse Gemeenschap uitgetrokken kredieten.

**Art. 13.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1985.

**Art. 14.** Onze Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 september 1985.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken van de Franse Gemeenschap,  
Ph. MONFILS

## AUTRES ARRÊTÉS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

#### Ordres nationaux

Par arrêtés royaux du 17 septembre 1985 :

— Sont promus Grand Officier de l'Ordre de Léopold les membres suivants de l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises :

MM. :

Bertot, Gérard François Fernand, dit « Thomas Owen »;  
Piron, Charles Joseph Maurice;  
Sion, Georges Emile Ghislain, secrétaire perpétuel.

Ils prendront rang dans l'Ordre, comme titulaires de cette nouvelle distinction, MM. Piron, Charles, et Sion, Georges, à la date du 15 novembre 1982; M. Bertot, Gérard, à la date du 15 novembre 1984.

## ANDERE BESLUITEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

#### Nationale Orden

Bij koninklijke besluiten van 17 september 1985 :

— Worden bevorderd tot Grootofficier in de Leopoldsorde de volgende leden van de « Académie royale de Langue et de Littérature françaises » :

De heren :

Bertot, Gérard François Fernand, ps. « Thomas Owen »;  
Piron, Charles Joseph Maurice;  
Sion, Georges Emile Ghislain, bestendig secretaris.

Zij zullen rang in de Orde innemen, als houder van deze nieuwe onderscheiding, de heren Piron, Charles, en Sion, Georges, op datum van 15 november 1982; de heer Bertot, Gérard, op datum van 15 november 1984.